



**Saint-Symphorien-
d'Ozon**

Nombre de conseillers : 29

Présents : 28

Pouvoir : 1

Absents :

Quorum : 15

MEMBRES PRESENTS :

L'an deux mil vingt-six, le 22 septembre, à 19 heures, le Conseil municipal de la commune de Saint-Symphorien-d'Ozon, dûment convoqué le 16 septembre, s'est réuni, en session ordinaire, à la salle du Conseil municipal sous la présidence de Monsieur Arnaud DELEU, Maire.

Secrétaire de séance : Quentin BARBET-VERVLIET

Mmes et MM Arnaud DELEU - Quentin BARBET-VERVLIET - Geneviève GLEYNAT - Thibaut DUEZ - Béatrice CHASTEL - Bruno BARAZZUTTI - Sylvie COLOMBET - David ARRAÏS - Nathalie CEDDIA - Pascale LUCARELLI - Philippe TOUZET - Blandine BOST - Gaëlle ROLLY - Loïc JUVIGNY - Fabien CHARRETON - Aurélie WICES-MOREAU - Noémie PROST-PICAZO - Marie GELLY - Mégane ALLÈGRE-DUPONT - Thomas BOST - Alexis GAILLARDIN - René MARTINEZ - Sylvie CARRE - Valérie SPYCKERELLE - Mathieu DUSSERT-BRESSON - Vanessa REVEL - Séverine MORA - Thierry DEVEAUX

POUVOIRS :

Franck SLAWINSKI qui a donné procuration à Loïc JUVIGNY

OBJET : ACQUISITION D'UNE LICENCE DE 4^{ème} CATEGORIE DE DEBIT DE BOISSONS

MM/Traité en commission " Urbanisme, environnement et développement économique" le 7 septembre 2026

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la santé publique, notamment ses articles L.3331-1 et suivants,

Considérant que la valorisation du commerce local participe à l'attractivité et au dynamisme de la commune, ainsi qu'au renforcement du lien social et de la vie locale ;

Considérant que la maîtrise d'une licence IV par la commune constitue ainsi un outil permettant de faciliter l'installation ou la reprise d'un commerce de proximité et de contribuer à la pérennisation de l'activité commerciale sur le territoire communal ;

Le code général des collectivités territoriales pose des limites aux interventions des collectivités en matière économique. Néanmoins, une commune peut intervenir en ce domaine sans toutefois porter atteinte au respect de la liberté du commerce et de l'industrie.

Par le passé, la commune a déjà acquis puis revendu une licence de débit de boissons maintenant ainsi l'activité commerciale en centre-ville.

Aujourd'hui, la commune est sollicitée par le gérant du restaurant le Temps d'une Pause situé 19 avenue de Burago Di Molgora 69360 Saint Symphorien d'Ozon. L'activité de ce restaurant va cesser suite au rachat de la parcelle pour une opération immobilière de logements et de commerces en rez-de-chaussée.

Comme elle l'a déjà effectuée, notre assemblée peut et doit mobiliser tous les outils possibles, notamment en intervenant en matière économique lorsque le marché est défaillant.

1/2

Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le tribunal administratif de Lyon peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la plus tardive des dates suivantes :

- date de sa réception en préfecture,
- date de sa publication et/ou de sa notification.

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale; cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale,
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.

Accusé de réception en préfecture
069-216902916-20260922-DELIB2026-69-DE
Date de télétransmission : 24/09/2026
Date de réception préfecture : 24/09/2026

Une commune peut être propriétaire d'une licence de débit de boissons dite licence de 4^{ème} catégorie pour ensuite l'exploiter directement, la céder, la louer ou encore la mettre à disposition d'un exploitant dans le cadre d'une nouvelle activité.

Au regard de la défaillance de l'initiative privée et pour conforter l'attractivité de la commune, celle-ci se propose d'acquérir la licence IV au prix de 7 000 €.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal, à l'unanimité :

- DECIDE d'acquérir la licence IV de débit de boissons à la SAS « le Temps d'une pause » au prix de 7 000€.
- DIT que cette licence IV pourra être revendue ou louée si un porteur de projet se présente.
- AUTORISE Monsieur Le Maire à signer les documents relatifs à cette acquisition, notamment l'acte d'achat.
- DIT que les crédits nécessaires sont prévus au budget général.

■ télétransmis en Préfecture
Le 24 septembre 2026

■ Date de mise en ligne sur
le site Internet de la collectivité
Le 24 septembre 2026



Le Maire,

Arnaud DELEU

Le secrétaire de séance,

Quentin BARBET-VERLVIET

Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le tribunal administratif de Lyon peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la plus tardive des dates suivantes :

- date de sa réception en préfecture,
- date de sa publication et/ou de sa notification.

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale,
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.

Accusé de réception en préfecture
069-216902916-20260922-DELIB2026-69ADE
Date de télétransmission : 24/09/2026
Date de réception préfecture : 24/09/2026